



CHSCT-C du 22 octobre 2019
Déclaration des syndicats CGT Centrale Finances, FO Centrale de Bercy
et Sud Centrale Solidaires

Monsieur le président,

Au fil des instances, nous réaffirmons nos analyses et portons nos revendications. Hélas, celles-ci ne sont pas prises en considération. Au contraire, la fonction publique est mise en cause et les suppressions d'effectifs augmentent. Et maintenant, les retraites sont attaquées !

Nous demandons un CHSCT-C qui fonctionne vraiment en répondant aux attentes des agents qui sont en souffrance. Les signalements, tels qu'ils sont transmis par les victimes au CHSCT-C, doivent être pris en charge par l'administration à la hauteur de la souffrance ressentie par les agents et de la dépense considérable d'énergie qu'ils nécessitent. Ils méritent autre chose qu'une simple réponse administrative.

Dans ce CHSCT-C, nous aborderions sans aucun doute les conséquences des multiples restructurations sur le service public, sur sa qualité qui se dégrade, sur le sens des missions, sur ces conflits éthiques qui secouent les personnels et qui les plongent dans un profond désarroi, sur leur crainte de l'avenir, sur leur souffrance, sur le manque criant de reconnaissance de leurs efforts, caractérisé par l'abandon définitif de tout plan de qualification ministériel et par la baisse drastique des possibilités de promotions internes, par des parcours professionnels et des débouchés de carrière qui se sclérosent.

Mais tout ceci l'administration en a déjà connaissance au travers de l'observatoire interne des ministères économiques et financiers sans qu'aucun plan de prévention des risques psychosociaux digne de ce nom n'ait été esquissé, alors même que les ministres et leurs chefs de services en portent la responsabilité pénale.

Un pseudo accompagnement social comme seule réponse à ces situations de détresse profonde n'est qu'un os à ronger puisque les mesures sont très insatisfaisantes.

En Centrale, nous assistons impuissants à une grave détérioration des conditions de travail. Dé détérioration qui risque de s'amplifier avec la transformation du Secrétariat général.

C'est pourquoi, à l'instar des fédérations Solidaires, CGT et FO des Finances qui ont boycotté le CTM de ce jour, nous avons décidé de ne pas participer à ce CHSCT-C.